



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Missions de prestations d'assistance juridiques, de conseils
juridiques et de représentation en justice**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : DTAM_SG_juridiques

Procédure de passation : Procédure adaptée ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques selon les dispositions des articles L2123-1, R2123-1-3° à R2123 7 du code de la commande publique

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

Article 1- Identification.....	4
Article 2- Objet de l'accord-cadre.....	5
Article 3- Allotissement.....	5
Article 4- Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 5- Durée de l'accord-cadre.....	5
5.1 Cadre général.....	5
5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	5
Article 6- Lieu d'exécution.....	6
Article 7- Documents contractuels.....	6
Article 8- Modalités d'exécution des prestations.....	6
8.1 Représentation des parties.....	6
8.1.1 Représentation de l'Acheteur.....	6
8.1.2 Représentation du Titulaire.....	6
8.2 Conditions d'exécution.....	6
8.2.1 Remplacement des intervenants.....	6
8.2.2 Émission et exécution des bons de commande.....	7
8.2.3 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	8
8.3 Obligations du Titulaire.....	8
8.3.1 Conflit d'intérêts.....	8
8.3.2 Obligation de conseil.....	8
8.3.3 Obligation d'information.....	9
8.3.4 Mesures de sécurité.....	9
8.4 Responsabilité du Titulaire.....	9
8.5 Considérations sociales.....	9
8.6 Considérations environnementales.....	9
8.7 Traitement de données à caractère personnel.....	9
8.8 Confidentialité et secret des affaires.....	13
8.9 Évaluation des prestations intellectuelles.....	13
8.10 Constatation de l'exécution des prestations.....	13
8.10.1 Opérations de vérification.....	13
8.10.2 Décisions après vérification.....	14
8.11 Pénalités.....	14
8.11.1 Pénalités de retard.....	14
8.11.2 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité.....	15

8.11.3 Seuil d'exonération des pénalités de retard.....	15
Article 9- Régime financier.....	15
9.1 Forme et contenu des prix.....	15
9.2 Variation des prix.....	15
9.3 Avances.....	16
9.4 Modalités financières.....	16
9.4.1 Répartition des paiements.....	16
9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	16
9.4.3 Intérêts moratoires.....	17
9.4.4 Modalités de facturation.....	17
9.4.5 Taux de TVA.....	18
9.4.6 Monnaie.....	18
9.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	19
9.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	19
Article 10- Dispositions diverses.....	20
10.1 Échanges dématérialisés.....	20
10.2 Langue.....	20
10.3 Sous-traitance.....	20
10.4 Propriété intellectuelle.....	21
10.5 Assurances.....	21
10.6 Autres obligations administratives.....	21
10.7 Résiliation.....	22
10.8 Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	22
10.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	22
10.10 Différends.....	24
10.11 Litiges et contentieux.....	25
Article 11- Clauses techniques.....	25
11.1 Rappel de l'objet de l'accord-cadre.....	25
11.2 Formalisme des livrables.....	25
11.3 Résumé des prestations.....	26
11.4 Détail des prestations.....	27
Article 12- Dérogations au CCAG-PI.....	28
Article 13- - Liste des annexes au présent CCP.....	28

Article 1- Identification

Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur (ci-après « Pouvoir Adjudicateur » ou « Acheteur »)	Ministère de la Transition écologique de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer de Saint Pierre et Miquelon (DTAM) Secrétariat Général
Adresse du pouvoir adjudicateur	Boulevard Constant Colmay – BP 4217 97500 SAINT PIERRE
Personne représentant le pouvoir adjudicateur (ci-après « RPA »)	Madame Patricia BOURGEOIS Directrice de la DTAM ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Secrétariat Général valerie.lyons@equipement-agriculture.gouv.fr sandrine.julliand@equipement-agriculture.gouv.fr
Courriel	- valerie.lyons@equipement-agriculture.gouv.fr jean.bernicot@equipement-agriculture.gouv.fr

La DTAM de Saint-Pierre et Miquelon est une direction interministérielle de l'État placée sous l'autorité du Préfet. Elle a été créée par la fusion de la direction de l'Agriculture et de la forêt, de la direction de l'Équipement et du service des Affaires maritimes.

La DTAM assure des missions dévolues aux directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL), aux directions de l'alimentation, l'agriculture et de la forêt (DAAF) et aux directions de la Mer (DM) présentes dans les autres départements et collectivités d'outre-mer.

La DTAM est par ailleurs mise à disposition de la collectivité territoriale (CT) en vertu de la loi organique de 2007 et d'une convention datant du 27 novembre 1989, complétée par des décisions particulières. Elle gère le patrimoine de la CT, effectue des missions d'ingénierie technique et lui apporte son aide dans l'exercice de ses compétences.

Définitions

Équipe dédiée ou **intervenants** : ensemble des personnes affectées par le Titulaire à l'exécution des prestations.

Pouvoir Adjudicateur ou le **Ministère** ou **l'Etat** ou **l'Acheteur** : l'Etat, Ministère de la Transition écologique de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - direction des territoires de l'alimentation et de la mer dont le représentant est désigné conformément à l'article 1 du présent CCP.

Titulaire ou **Conseiller juridique** : Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur tel que désigné dans l'acte d'engagement signé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur conformément à l'article 1. du présent CCP.

Article 2- Objet de l'accord-cadre

Pour l'appuyer dans l'exercice de ses missions, la DTAM souhaite s'associer les services d'un cabinet d'avocats (ci-après le « Titulaire » ou « Conseil juridique ») pour l'assister pour toute question de droit relative à ses champs de compétences.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code CPV de la consultation :

Principal : 79111000-5 – Services de conseil juridique

Secondaire : 79100000-5 – Services juridiques

Article 3- Allotissement

Conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la commande publique l'accord-cadre n'est pas alloti . Les prestations sont étroitement liées entre elles et nécessitent une analyse globale. Saint Pierre et Miquelon est un petit territoire où les dossiers sont souvent liés et doivent faire l'objet d'une approche intégrée. De plus, l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation de pilotage et de coordination au vu du faible effectif.

Article 4- Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 120 000 € HT.

Le présent accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum a été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5- Durée de l'accord-cadre

5.1 Cadre général

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois fermes et court à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut faire l'objet de reconductions tacites (3 fois).

Article 6- Lieu d'exécution

Les prestations s'effectuent essentiellement dans les locaux du titulaire et concernent des contentieux sur le territoire de Saint-Pierre et Miquelon.

Des réunions peuvent toutefois se tenir en visioconférence.

Article 7- Documents contractuels

En cas de contradiction ou de différence, les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière à savoir le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 (CCAG-PI) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 8- Modalités d'exécution des prestations

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'Acheteur

Les interlocuteurs désignés par l'Acheteur sont chargés du suivi de l'exécution des prestations. Ils sont désignés lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de changement, l'acheteur informe le titulaire dans un délai de 15 jours.

Chaque contentieux fait l'objet de la création d'une équipe projet selon la nature de la demande .

L'Acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au Titulaire.

8.1.2 Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'Acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, dans l'offre du Titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, l'Acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Conditions d'exécution

8.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du Titulaire. De même, le Titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Acheteur. Tout refus est motivé.

Le Titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix des prestations.

Dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'Acheteur. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les cinq (5) jours suivants cette notification à l'Acheteur, le Titulaire doit communiquer à l'Acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'Acheteur ne le récuse pas dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de cette proposition du Titulaire. Si, dans ce délai, l'Acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de cinq (5) pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'Acheteur, l'accord-cadre peut-être résilié pour faute du Titulaire.

8.2.2 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le Titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

.Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de notification au Titulaire, sauf si le bon de commande prévoit une date différente. Cette date d'exécution est précisé dans le mail de demande initial qui précède le bon de commande.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- la date et le numéro du bon de commande (numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET de l'Etat : 13001421000012)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (PRFPLTF975)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le délai d'exécution des prestations
- le prix correspondant hors taxes (HT)
- le montant total (HT) du bon de commande

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Acheteur dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'Acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'Acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'Acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'Acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par l'article 13.3 du CCAG-PI.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution ne doit pas dépasser le temps nécessaire à la réalisation de la prestation commandée.

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande initial. Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties. La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

Le Pouvoir Adjudicateur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution. L'annulation d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Le Pouvoir Adjudicateur s'engage cependant à rembourser les dépenses que le Titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le Titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations. L'annulation d'un bon de commande est notifiée au Titulaire par mail.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.2.3 *Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance*

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'Acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'Acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Si le groupement souhaite faire évoluer l'identité du mandataire, il en informe avec un préavis de 15 jours l'Acheteur qui peut s'y opposer pour tout motif légitime.

8.3 Obligations du Titulaire

8.3.1 *Conflit d'intérêts*

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

La non déclaration comme la survenance d'une situation de conflit d'intérêts, en cours d'exécution, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre (cf. article « Résiliation »).

8.3.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'Acheteur. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations.

8.3.3 Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler à l'Acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux du Ministère ou d'accès logistiques à des informations.

L'identité des prestataires est contrôlée avant chaque accès aux locaux.

8.4 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

8.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

8.6 Considérations environnementales

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-PI, le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations environnementales dans l'exécution du marché.

8.7 Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les parties sont responsables de traitement indépendants, au sens du RGPD, pour les prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre. Ils sont responsables de leurs traitements respectifs et de leurs obligations. Le Titulaire est responsable de traitement indépendant dès la réception des données par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à utiliser les données transmises par le Titulaire ou les données traitées lors de l'exécution des prestations (« Données »), uniquement pour fournir les prestations d'assistance juridiques, de conseils juridiques et de représentation en justice prévues dans le présent accord-cadre. Le Titulaire s'engage également à informer l'Acheteur de toute difficulté ou anomalie détectée dans le cadre de l'échange des Données. A ce titre, le Titulaire informe l'Acheteur de toute violation, réelle ou potentielle, accidentelle ou non, des données.

Le Titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

- Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s)

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : Noms, prénoms et coordonnées professionnelles (adresse, adresse mail, numéro de téléphone, numéro de télécopie), certificat électronique et éléments de signature électronique.

Mise en œuvre du traitement

Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'Acheteur

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet du présent accord-cadre ;
2. Traiter les données conformément aux instructions de l'Acheteur figurant dans les documents particuliers du présent accord-cadre. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'Acheteur ;
3. Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'Acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
1. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le Titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens du RGPD), fait appel à un sous-traitant (au

sens du RGPD) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'Acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'Acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'Acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe l'Acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l'Acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le Titulaire aide l'Acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'Acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'Acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'Acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
-

Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations

Le Titulaire aide l'Acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Conformément à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données, le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'Acheteur informe le Titulaire de sa décision relative au sort des données. L'Acheteur peut demander au Titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'Acheteur ou au tiers désigné par l'Acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'Acheteur dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

-

8.8 Confidentialité et secret des affaires

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès ou qu'il aura produits lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Ces obligations s'étendent aux membres de l'Équipe dédiée et à toute personne physique sous l'autorité hiérarchique ou fonctionnelle du Titulaire à laquelle des éléments confidentiels au titre du présent marché sont communiqués, quelle qu'en soit la raison.

L'Acheteur peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

8.9 Évaluation des prestations intellectuelles

La circulaire PM n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles prévoit la collecte des évaluations des prestations intellectuelles qui relèvent du champ de compétence de la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP).

Le Titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme du présent marché, sur l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCP (annexe 1).

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

8.10 Constatation de l'exécution des prestations

8.10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 28 du CCAG-PI.

8.10.2 *Décisions après vérification*

A l'issue des opérations de vérification l'Acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations conformément à l'article 29 du CCAG-PI.

8.11 **Pénalités**

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

8.11.1 *Pénalités de retard*

Tout retard dans l'exécution des prestations par le Titulaire peut donner lieu à pénalités de retard (article 14.1.1 du CCAG-PI).

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

8.11.2 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité

Les pénalités prévues au CCAG s'appliquent.

8.11.3 Seuil d'exonération des pénalités de retard

Conformément au CCAG-PI, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 9- Régime financier

9.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement (AE).

Les prix sont réputés inclure tous les frais incluant taxes et sujétions liés à la bonne exécution des prestations, y compris et sans que cette liste ne soit exhaustive : les frais de déplacement, d'hébergement, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre, et toutes sujétions afférentes ainsi que la cession à titre exclusif des droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats réalisés par le Titulaire conformément à l'article 12.4 du présent CCP.

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans les clauses techniques (article 11 du présent CCP), prestations qui ne sauraient donc donner lieu à une facturation supplémentaire.

9.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le Titulaire.

Les prix sont fermes et actualisables.

Conformément aux articles R.2112-10 et R.2112-11 du code de la commande publique, le prix est actualisé si, et uniquement si, trois mois se sont écoulés entre la date de remise des offres et la d'émission du 1^{er} bon de commande.

La date de remise de l'offre considérée ici est celle de remise de l'offre finale dans l'hypothèse où l'Acheteur décide d'entamer une phase de négociation.

La date de début d'exécution des prestations est celle de la notification du premier bon de commande au Titulaire, sauf si ledit bon de commande prévoit une date de début d'exécution des prestations spécifique. Auquel cas, c'est cette dernière date qui est prise en considération.

L'actualisation se fait alors aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence I pour l'actualisation est l'indice mensuel « *Coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008* » (identifiant INSEE : 001565196).

Il est téléchargeable sur le site de l'INSEE au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196>

La formule d'actualisation du prix est la suivante :

$$Pr = P0 \times (Id-3 / I0)$$

dans laquelle :

I0 est la valeur de l'indice de référence dans les conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le Titulaire

Id-3 est la valeur de l'indice de référence dans les conditions économiques en vigueur 3 mois avant le début d'exécution des prestations (*sous réserve que le mois D, date de début d'exécution des prestations soit postérieur de 3 mois au mois M0 de remise des offres*).

P0 est le prix ferme mentionné dans le set BPU.

Pr est le prix de règlement

9.3 Avances

En application des articles R. 2191-3 à R. 2191-12 et R.2191-16 à R. 2191-19 du Code de la Commande publique, le Titulaire bénéficie d'une avance respectant les conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant du bon de commande supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution du bon de commande supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est fixé à 5 % ou, le cas échéant, à 30 % pour les petites et moyennes entreprises, du montant initial du bon de commande toutes taxes comprises.

Cette avance n'est due au Titulaire que sur la part du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le Titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation dans l'acte d'engagement.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Répartition des paiements

Le paiement s'effectue après communication de la facture. (article 11-4-4)

9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Directeur des finances publiques de Saint-Pierre et Miquelon
8 place du Général de Gaulle
97500 Saint-Pierre

9.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles clause d'actualisation et pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'Acheteur.

Le paiement est effectué par virement sur le compte du Titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- ✓ La référence et l'objet de l'accord-cadre ;
- ✓ La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- ✓ Le code SIRET de l'État : 13001421000012 ;
- ✓ Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : PRFPLTF975 ;
- ✓ Une description sommaire des prestations effectuées ;
- ✓ La date d'émission de la facture ;
- ✓ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- ✓ Le numéro du bon de commande ;

- ✓ La date d'exécution des services ;
- ✓ La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- ✓ Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- ✓ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- ✓ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- ✓ Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au Titulaire par le service facturier.

Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures.

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

9.4.5 Taux de TVA

La TVA ne s'applique pas à Saint-Pierre et Miquelon.

9.4.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'Acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de :

- Produire un état de la consommation, à la demande de l'Acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- Alerter l'Acheteur lorsque les consommations atteignent 90 % de la valeur maximale prévue par l'Acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

- L'Acheteur :
 - Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
 - Il est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.
- Le Titulaire :
 - S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
 - S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

9.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'Acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'Acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le Titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le Titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'Acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'Acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du Titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'Acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur et le Titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le Titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le Titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'Acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le Titulaire ;
- Soit par avoir, sur les montants restant à régler ou à défaut au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 10- Dispositions diverses

10.1 Échanges dématérialisés

L'Acheteur notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil Acheteur PLACE à privilégier ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

10.2 Langue

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, les titulaires communiquent le ou les contrats de sous-traitance à l'Acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

10.4 Propriété intellectuelle

Les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI s'appliquent.

10.5 Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'Acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'Acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

10.6 Autres obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'Acheteur.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le Titulaire par messagerie électronique.

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire fournit, si l'Acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du

coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

10.7 Résiliation

L'Acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-PI (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du Titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-PI, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : non déclaration d'un conflit d'intérêts, survenance d'une situation de conflit d'intérêts.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5% en application de l'article 40 du CCAG-PI.

10.8 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le cas échéant, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-PI.

10.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgence nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'Acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du Titulaire

Si le Titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du Titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'Acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du Titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard,

nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le Titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'Acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'Acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le Titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'Acheteur

Si l'Acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'Acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'Acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du Titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'Acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-PI relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'Acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le Titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-PI.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'Acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG

-PI, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'Acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du Titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le Titulaire adresse à l'Acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-PI relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le Titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des Finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le Titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 43.2 CCAG-PI et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du Titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés » du présent document).

10.10 Différends

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'Acheteur et le Titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

10.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est

Tribunal administratif de Saint-Pierre et Miquelon

14 rue Emile Sasco

BP 4200

97500 Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 05 08 41 03 20

Courriel : courrier@spm975.gouv.fr

Article 11- Clauses techniques

11.1 Rappel de l'objet de l'accord-cadre

La DTAM assure des missions dévolues aux directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL), aux directions de l'alimentation, l'agriculture et de la forêt (DAAF) et aux directions de la Mer (DM) présentes dans les autres départements et collectivités d'outre-mer.

La DTAM est par ailleurs mise à disposition de la collectivité territoriale (CT) en vertu de la loi organique de 2007 et d'une convention datant du 27 novembre 1989, complétée par des décisions particulières. Elle gère le patrimoine de la CT, effectue des missions d'ingénierie technique et lui apporte son aide dans l'exercice de ses compétences.

Pour l'appuyer dans l'exercice de ses missions, la DTAM souhaite s'associer les services d'un cabinet d'avocats (ci-après le « Titulaire » ou « Conseil juridique ») pour l'assister pour toute question de droit relative à ses missions.

Cette assistance juridique inclut les éventuels contentieux.

Elle prend la forme, selon les cas, de rédaction de documents contractuels, production d'études ou d'analyses juridiques spécifiques, d'une assistance directe à la négociation et à la mise en œuvre de mesures spécifiques. Cette assistance juridique peut intégrer notamment, en tant que de besoin, la rédaction de mémoire en défense.

11.2 Formalisme des livrables

A la demande du Pouvoir Adjudicateur, les avis, analyses ou observations du Titulaire sont consignés par écrit, soit sous forme résumée, soit sous forme de rapport détaillé comprenant des références juridiques vérifiables, afin d'étayer les fondements du raisonnement.

Sur chacun des livrables, le Titulaire indique les mentions légales permettant de l'identifier, les références du présent marché et, par défaut, le caractère confidentiel du document. Il mentionne également sur la première page que les documents ont été établis pour le compte de la DTAM et en constituent sa propriété exclusive. Les pages des livrables sont numérotées et datées, et leur nombre total apparaît au moins sur la première (en en-tête ou pied de page).

Chaque prestation est itérative, reposant sur des échanges réguliers avec la DTAM qui peut demander au Titulaire de reprendre son travail jusqu'à obtenir un livrable répondant à ses besoins. À cette fin, les projets de livrable sont transmis, par voie dématérialisée, dans une version informatique modifiable. À la demande de La DTAM, la version informatique des fichiers peut en particulier être sollicitée au format OpenDocument (.odt, .ods, .odp, etc. - format ouvert de données pour les applications bureautiques nativement compatible avec la suite LibreOffice). Dans la mesure du possible, les échanges se déroulent par visio ou audio-conférence, le Titulaire devant toutefois rester disponible pour des réunions en présentiel lorsque nécessaire.

Le Titulaire est engagé sur la base de la version finale qu'il remet, identifiée comme telle dans le document, sous réserve d'une éventuelle Note de couverture.

11.3 Résumé des prestations

Le Conseil juridique assiste le Pouvoir Adjudicateur dans les missions suivantes :

- Prestation P0 : Analyse juridique
 - P0-1 Analyse simple écrite ou orale (téléphone ou visioconférence) (< ou égale à 2h)
 - P0-2 Analyse juridique approfondie (note juridique > 2h)
 - P0-3 Retour direct sur demande urgente
- P0-4 Analyse complémentaire suite à un retour direct
- P0-5 Conseil stratégique dans un dossier complexe (consultation de fond)

- Prestation P1 : Contentieux

Chaque contentieux fait l'objet d'une fiche synthétique permettant d'assurer le suivi

- P1.0 : Pré-contentieux (par intervention)
- P1.1 : Rédaction de mémoire en défense (prix par mémoire)
- P1.2 : Rédaction de mémoire complémentaire (par mémoire)
- P1.3 : Rédaction de mémoire en défense procédure d'urgence

- Prestation P2 : Convention

- P2-1 : Rédaction de projet de convention
- P2-2 : Relecture de projet de convention

- Prestation P3 : Représentation

- P3.1 : Assistance lors des audiences
- P3.2 : Représentation lors des audiences

Cette prestation comprend le déplacement, le compte-rendu et la rédaction d'une note en délibéré le cas échéant

- Prestation P4 : Assistance sur toute autre question juridique que celles incluses dans les prestations P1 à P3 :

- P4.1 : Assistance sur toute autre question juridique simple
- P4.2 : Assistance sur toute autre question juridique de complexité modérée
- P4.3 : Assistance sur toute autre question juridique complexe
- P4.4 : Assistance sur toute autre question juridique de complexité importante

- Prestation P5 : Accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre d'une procédure particulière ou d'une analyse spécifique autre que celles déjà prévues dans les prestations P1 à P4 avec un taux horaire de référence. Cette prestation nécessite un devis avant émission du bon de commande.

Lorsqu'elles sont commandées, les prestations font l'objet d'un bon de commande chacune ou commun à plusieurs prestations, formalisées conformément à l'article 10.2.2 du présent CCP. Quelle que soit la formulation du descriptif des prestations, le présent marché ne comporte aucune prestation minimale et seule l'émission d'un bon de commande engendre à la fois l'obligation de faire du Titulaire et son droit à rémunération.

11.4 Détail des prestations

Toutes les demandes sont formulées par mail avant l'émission du bon de commande. Le mail précise la date de début d'exécution des prestations.

➤ Prestation P0 : Analyse juridique

Les champs de compétences de la DTAM sont nombreux et le Titulaire peut donc être amené à apporter son assistance sur des domaines variés.

Livrable pour l'ensemble des prestations : par mail. Le délai souhaité est indiqué dans la demande initiale.

Pour la prestation P0-3 : le délai de réponse est fixé à 48h à compter de la date d'envoi du mail de demande.

➤ Prestation P1 : Contentieux

Dès notification d'un contentieux ou d'un pré-contentieux, le Titulaire est informé de la demande du Pouvoir Adjudicateur par mail.

L'ensemble des échanges entre les deux parties se fait par mail.

Le Titulaire assiste la personne publique pour un recours au fond intenté en première instance, en appel ou en cassation contre tout acte réglementaire ou législatif et contre toute procédure de passation, contrat ou acte détachable. Il conseille la personne publique sur la stratégie de défense ; il contribue à la rédaction du ou des mémoires en défense ou relit les mémoires préparés par l'État et, de manière générale, assiste l'état dans toute écriture à destination de la juridiction.

➤ Prestation P2 : Convention

Le titulaire peut être amené à rédiger des projets de conventions ou d'apporter son assistance en relecture d'un projet en cours.

➤ Prestation P3 : Représentation

En tant que de besoin, il accompagne les représentants de la personne publique aux audiences. Il peut être amené à représenter la personne publique devant la juridiction saisie.

- Prestation P4 : Assistance sur toute autre question juridique que celles incluses dans les prestations P1 à P3

Au vu des spécificités des missions de la DTAM notamment celles liées à la convention avec la CT des demandes particulières sortant du champ de compétences Etat peuvent être nécessaires.

- Prestation P5 : Accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre d'une procédure particulière ou d'une analyse spécifique autre que celles déjà prévues dans les prestations P1 à P3 avec un taux horaire de référence

Pour répondre à une demande urgente ou complexe non listée dans les prestations P0 à P4 ou dossier très complexe pouvant donner lieu à une charge de travail supplémentaire.

Article 12- Dérogations au CCAG-PI

1. L'article 8.1.2 du présent CCP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI
- L'article 8.2.1 du présent CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI
- L'article 8.6 du présent CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG-PI

Article 13- - Liste des annexes au présent CCP

[Annexe 1 – fiche d'évaluation des prestations en fin d'accord-cadre](#)